

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2007 — 4608

[C — 2007/29389]

**21 SEPTEMBRE 2007. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
fixant le nombre d'inspecteurs au sein du Service général de l'Inspection**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 8 mars 2007 relatif au Service général de l'Inspection, au Service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux Cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et aux statuts des membres du personnel du Service général de l'Inspection et des conseillers pédagogiques, notamment l'article 14, alinéa 2;

Vu l'arrêté royal du 24 novembre 1967 fixant le cadre du personnel de l'inspection de l'enseignement primaire et de l'enseignement gardien, tel que modifié;

Vu l'arrêté royal du 8 juillet 1975 fixant le cadre organique de l'inspection des centres psycho-médico-sociaux et des offices d'orientation scolaire et professionnelle, tel que modifié;

Vu l'arrêté royal du 23 août 1976 fixant le cadre organique du service d'inspection chargé de la surveillance des établissements d'enseignement maternel et d'enseignement primaire, dont la langue de l'enseignement est le français ou l'allemand, tel que modifié;

Vu l'arrêté royal du 23 août 1976 fixant le cadre organique du service d'inspection chargé de la surveillance des établissements d'enseignement secondaire et d'enseignement supérieur, autre que l'enseignement universitaire, dont la langue de l'enseignement est le français ou l'allemand, tel que modifié;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 26 août 1985 fixant le cadre de l'inspection de l'enseignement à distance, tel que modifié;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 septembre 1994 fixant le cadre organique du service d'inspection et de gestion pédagogique de l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française, tel que modifié;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 octobre 1998 fixant le cadre du service d'inspection chargé de la surveillance des établissements d'enseignement spécialisé de la Communauté française, tel que modifié;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 03 mars 2004 relatif à la création d'un service d'inspection de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la communauté française et des cours artistiques de l'enseignement supérieur artistique organisé ou subventionné par la Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 20 juillet 2007;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 30 août 2007;

Vu le protocole de négociation du 10 septembre 2007 du Comité de négociation du Secteur IX;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente ayant l'Enseignement obligatoire dans ses attributions et du Ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 21 septembre 2007,

Arrête :

Article 1^{er}. Le nombre d'inspecteurs visé à l'article 14, alinéa 2, du décret du 8 mars 2007 relatif au Service général de l'Inspection, au Service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux Cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et aux statuts des membres du personnel du Service général de l'Inspection et des conseillers pédagogiques est fixé comme suit :

1° au sein du Service de l'Inspection de l'Enseignement fondamental ordinaire visé à l'article 3, alinéa 2, 1° du décret du 8 mars 2007 précité, outre un Inspecteur général et trois inspecteurs chargés de la coordination de l'inspection au niveau de l'enseignement fondamental ordinaire :

- 34 inspecteurs de l'enseignement maternel;
- 68 inspecteurs de l'enseignement primaire;
- 6 inspecteurs de morale dans l'enseignement primaire;
- 3 inspecteurs de cours spéciaux dans l'enseignement primaire;
- 2 inspecteurs de seconde langue dans l'enseignement fondamental.

2° au sein du Service de l'Inspection de l'Enseignement secondaire ordinaire visé à l'article 3, alinéa 2, 2° du décret du 8 mars 2007 précité, outre un Inspecteur général et trois inspecteurs chargés de la coordination de l'inspection au niveau de l'enseignement secondaire ordinaire :

- 23 inspecteurs de cours généraux dans l'enseignement secondaire du degré inférieur;
- 3 inspecteurs de cours spéciaux dans l'enseignement secondaire du degré inférieur;
- 9 inspecteurs de cours techniques et de pratique professionnelle dans l'enseignement secondaire du degré inférieur;
- 28 inspecteurs de cours généraux dans l'enseignement secondaire du degré supérieur;
- 7 inspecteurs de cours spéciaux dans l'enseignement secondaire du degré supérieur;
- 9 inspecteurs de cours techniques et de pratique professionnelle dans l'enseignement secondaire du degré supérieur;
- 2 inspecteurs de morale dans l'enseignement secondaire;
- 2 inspecteurs de langues anciennes dans l'enseignement secondaire;
- 2 inspecteurs du personnel auxiliaire d'éducation.

3° au sein du Service de l'Inspection de l'Enseignement spécialisé visé à l'article 3, alinéa 2, 3° du décret du 8 mars 2007 précité, en ce compris un inspecteur chargé de la coordination de l'Inspection au niveau de l'enseignement spécialisé :

- 3 inspecteurs de l'enseignement primaire;
- 3 inspecteurs de cours généraux dans l'enseignement secondaire du degré inférieur;
- 2 inspecteurs de cours spéciaux dans l'enseignement secondaire du degré inférieur;
- 3 inspecteurs de cours techniques et de pratique professionnelle dans l'enseignement secondaire du degré inférieur;
- 1 inspecteur du personnel auxiliaire d'éducation;
- 1 inspecteur du personnel paramédical.

4° au sein du Service de l'Inspection de l'Enseignement de Promotion sociale visé à l'article 3, alinéa 2, 4° du décret du 8 mars 2007 précité, en ce compris un inspecteur chargé de la coordination de l'Inspection au niveau de l'enseignement de promotion sociale :

- 3 inspecteurs de cours généraux dans l'enseignement secondaire du degré inférieur de promotion sociale;
- 3 inspecteurs de cours techniques et de pratique professionnelle dans l'enseignement secondaire du degré inférieur de promotion sociale;
- 3 inspecteurs de cours généraux dans l'enseignement secondaire du degré supérieur et dans l'enseignement supérieur de promotion sociale;
- 3 inspecteurs de cours techniques et de pratique professionnelle dans l'enseignement secondaire du degré supérieur et dans l'enseignement supérieur de promotion sociale;
- 1 inspecteur de psychologie, de pédagogie et de méthodologie dans l'enseignement secondaire du degré supérieur et dans l'enseignement supérieur de promotion sociale.

5° au sein du Service de l'Inspection de l'Enseignement à distance visé à l'article 3, alinéa 2, 5° du décret du 8 mars 2007 précité, en ce compris un inspecteur chargé de la coordination de l'Inspection au niveau de l'enseignement à distance :

- 4 inspecteurs de l'enseignement à distance pour les matières littéraires et scientifiques;
- 1 inspecteur de l'enseignement à distance pour les cours techniques et de pratique professionnelle;
- 1 inspecteur de l'enseignement à distance pour les cours administratifs;

6° au sein du Service de l'Inspection de l'Enseignement artistique visé à l'article 3, alinéa 2, 6° du décret du 8 mars 2007 précité, en ce compris un inspecteur chargé de la coordination de l'Inspection au niveau de l'enseignement artistique :

- 6 inspecteurs des cours artistiques dans l'enseignement artistique;

7° au sein du Service de l'Inspection des Centres psycho-médico-sociaux visé à l'article 3, alinéa 2, 7° du décret du 8 mars 2007 précité, en ce compris un inspecteur chargé de la coordination de l'Inspection au niveau des centres psycho-médico-sociaux :

- 2 inspecteurs de la discipline psycho-pédagogique;
- 2 inspecteurs de la discipline sociale;
- 2 inspecteurs de la discipline paramédicale.

Art. 2. Pour l'application de l'article 162 du décret du 8 mars 2007 précité, le cadre établi à l'article 1^{er}, 6° est réputé d'application depuis le 1^{er} janvier 1979.

Art. 3. Sont abrogés :

- 1) l'arrêté royal du 24 novembre 1967 fixant le cadre du personnel de l'inspection de l'enseignement primaire et de l'enseignement gardien;
- 2) l'arrêté royal du 8 juillet 1975 fixant le cadre organique de l'inspection des centres psycho-médico-sociaux et des offices d'orientation scolaire et professionnelle;
- 3) l'arrêté royal du 23 août 1976 fixant le cadre organique du service d'inspection chargé de la surveillance des établissements d'enseignement maternel et d'enseignement primaire, dont la langue de l'enseignement est le français ou l'allemand;
- 4) l'arrêté royal du 23 août 1976 fixant le cadre organique du service d'inspection chargé de la surveillance des établissements d'enseignement secondaire et d'enseignement supérieur, autre que l'enseignement universitaire, dont la langue de l'enseignement est le français ou l'allemand;

5) l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 26 août 1985 fixant le cadre de l'inspection de l'enseignement à distance;

6) l'arrêté royal du 30 novembre 1988 fixant le cadre du personnel du service d'inspection du personnel auxiliaire d'éducation des établissements d'enseignement secondaire de l'état, dont la langue de l'enseignement est la langue française ou la langue allemande;

7) l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 septembre 1994 fixant le cadre organique du service d'inspection et de gestion pédagogique de l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française

8) l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 octobre 1998 fixant le cadre du service d'inspection chargé de la surveillance des établissements d'enseignement spécialisé de la Communauté française;

9) l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 03 mars 2004 relatif à la création d'un service d'inspection de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française et des cours artistiques de l'enseignement supérieur artistique organisé ou subventionné par la Communauté française.

Art. 4. La Ministre-Présidente en charge de l'Enseignement obligatoire est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 2007.

Bruxelles, le 21 septembre 2007.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente, chargée de l'Enseignement obligatoire,
Mme M. ARENA

Le Ministre de la Fonction publique,
M. DAERDEN

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2007 — 4608

[C — 2007/29389]

21 SEPTEMBER 2007. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van het aantal inspecteurs binnen de Algemene Inspectiedienst

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs, inzonderheid op artikel 14, 2e lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 november 1967 houdende vaststelling van het kader van de inspectie van het lager onderwijs en van het kleuteronderwijs, zoals gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 juli 1975 tot vaststelling van het organiek kader der inspectie van de psycho-medisch-sociale centra en van de diensten voor studie- en beroepsoriëntering, zoals gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 augustus 1976 tot vaststelling van de organieke personeelsbezetting van de inspectiedienst belast met het toezicht op de inrichtingen voor kleuter- en lager onderwijs, waarvan de onderwijstaal Frans of Duits is, zoals gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 augustus 1976 tot vaststelling van de organieke personeelsbezetting van de inspectiedienst belast met het toezicht op de inrichtingen voor secundair onderwijs en voor hoger onderwijs, ander dan universitair onderwijs, waarvan de onderwijstaal Frans of Duits is, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 26 augustus 1985 tot vaststelling van de personeelsformatie van de inspectie van het afstandsonderwijs, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 september 1994 tot vaststelling van de organieke personeelsformatie van de dienst voor inspectie en pedagogisch beheer van het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21 oktober 1998 tot vaststelling van de personeelsformatie van de inspectiedienst belast met het toezicht op de inrichtingen voor gespecialiseerd onderwijs van de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 maart 2004 betreffende de oprichting van een inspectiedienst voor het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap en voor de kunstcursussen van het hoger kunstsonderwijs ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 20 augustus 2007;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 30 augustus 2007;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van 10 september 2007 van het onderhandelingscomité van Sector IX;

Op de voordracht van de Minister-Présidente tot wier bevoegdheid het Leerplichtonderwijs behoort en van de Minister tot wiens bevoegdheid de Ambtenarenzaken behoren;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21 september 2007,

Besluit :

Artikel 1. Het aantal inspecteurs bedoeld in artikel 14, 2e lid, van het decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs wordt als volgt vastgesteld :

1° binnen de Inspectiedienst voor Gewoon basisonderwijs, bedoeld in artikel 3, 2e lid, 1° van voornoemd decreet van 8 maart 2007, buiten een Inspecteur-generaal en drie inspecteurs belast met de coördinatie van de inspectie op het niveau van het gewoon basisonderwijs :

- 34 inspecteurs van het kleuteronderwijs;
- 68 inspecteurs van het lager onderwijs;
- 6 inspecteurs zedenleer in het lager onderwijs;
- 3 inspecteurs bijzondere vakken in het lager onderwijs;
- 2 inspecteurs tweede taal in het basisonderwijs.

2° binnen de Inspectiedienst van het Gewoon secundair onderwijs bedoeld in artikel 3, 2e lid, 2° van voornoemd decreet van 8 maart 2007, buiten een Inspecteur-generaal en drie inspecteurs belast met de coördinatie van de inspectie op het niveau van het gewoon secundair onderwijs :

- 23 inspecteurs algemene vakken in het lager secundair onderwijs;
- 3 inspecteurs bijzondere vakken in het lager secundair onderwijs;
- 9 inspecteurs technische vakken en beroepspraktijk in het lager secundair onderwijs;
- 28 inspecteurs algemene vakken in het hoger secundair onderwijs;
- 7 inspecteurs bijzondere vakken in het hoger secundair onderwijs;
- 9 inspecteurs technische vakken en beroepspraktijk in het hoger secundair onderwijs;
- 2 inspecteurs zedenleer in het secundair onderwijs;
- 2 inspecteurs oude talen in het secundair onderwijs;
- 2 inspecteurs van het opvoedend hulppersoneel.

3° binnen de Inspectiedienst voor gespecialiseerd onderwijs bedoeld in artikel 3, 2e lid, 3° van voornoemd decreet van 8 maart 2007, met inbegrip van een inspecteur belast met de coördinatie van de Inspectie op het niveau van het gespecialiseerd onderwijs :

- 3 inspecteurs van het lager onderwijs;
- 3 inspecteurs algemene vakken in het lager secundair onderwijs;
- 2 inspecteurs bijzondere vakken in het lager secundair onderwijs;
- 3 inspecteurs technische vakken en beroepspraktijk in het lager secundair onderwijs;
- 1 inspecteur van het opvoedend hulppersoneel;
- 1 inspecteur van het paramedisch personeel.

4° binnen de Inspectiedienst van het Onderwijs voor Sociale promotie bedoeld in artikel 3, 2e lid, 4° van voornoemd decreet van 8 maart 2007, met inbegrip van een inspecteur belast met de coördinatie van de Inspectie op het niveau van het Onderwijs voor Sociale promotie :

- 3 inspecteurs algemene vakken in het lager secundair onderwijs voor sociale promotie;
- 3 inspecteurs technische vakken en beroepspraktijk in het lager secundair onderwijs voor sociale promotie;
- 3 inspecteurs algemene vakken in het hoger secundair onderwijs en in het hoger onderwijs voor sociale promotie;
- 3 inspecteurs technische vakken en beroepspraktijk in het hoger secundair onderwijs en in het hoger onderwijs voor sociale promotie;
- 1 inspecteur psychologie, pedagogie en methodologie in het hoger secundair onderwijs en in het hoger onderwijs voor sociale promotie.

5° binnen de Inspectiedienst voor Afstandsonderwijs bedoeld in artikel 3, 2e lid, 5° van voornoemd decreet van 8 maart 2007, met inbegrip van een inspecteur belast met de coördinatie van de Inspectie op het niveau van het Afstandsonderwijs :

- 4 inspecteurs afstandsonderwijs voor de literaire en wetenschappelijke vakken;
- 1 inspecteur afstandsonderwijs voor de technische vakken en de vakken beroepspraktijk;
- 1 inspecteur afstandsonderwijs voor de administratieve vakken;

6° binnen de Inspectiedienst van het Kunstonderwijs bedoeld in artikel 3, 2e lid, 6° van voornoemd decreet van 8 maart 2007, met inbegrip van een inspecteur belast met de coördinatie van de Inspectie op het niveau van het kunstonderwijs :

- 6 inspecteurs kunstvakken in het kunstonderwijs;

7° binnen de Algemene Inspectiedienst van de psycho-medisch-sociale centra bedoeld in artikel 3, 2e lid, 7° van voornoemd decreet van 8 maart 2007, met inbegrip van een inspecteur belast met de coördinatie van de Inspectie op het niveau van de psycho-medisch-sociale centra :

- 2 inspecteurs van de psycho-pedagogische discipline;
- 2 inspecteurs van de sociale discipline;
- 2 inspecteurs van de paramedische discipline.

Art. 2. Voor de toepassing van artikel 162 van voornoemd decreet van 8 maart 2007, wordt de in artikel 1, 6° vastgelegde personeelsformatie, van toepassing geacht te zijn sinds 1 januari 1979.

Art. 3. De volgende juridische teksten worden opgeheven :

1) het koninklijk besluit van 24 november 1967 houdende vaststelling van het kader van de inspectie van het lager onderwijs;

2) het koninklijk besluit van 8 juli 1975 tot vaststelling van het organiek kader der inspectie van de psycho-medisch-sociale centra en van de diensten voor studie- en beroepsoriëntering;

3) het koninklijk besluit van 23 augustus 1976 tot vaststelling van de organieke personeelsbezetting van de inspectiedienst belast met het toezicht op de inrichtingen voor kleuter- en lager onderwijs, waarvan de onderwijstaal Frans of Duits is;

4) het koninklijk besluit van 23 augustus 1976 tot vaststelling van de organieke personeelsbezetting van de inspectiedienst belast met het toezicht op de inrichtingen voor secundair onderwijs en voor hoger onderwijs, ander dan universitair onderwijs, waarvan de onderwijstaal Frans of Duits is;

5) het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 26 augustus 1985 tot vaststelling van de personeelsformatie van de inspectie van het afstandsonderwijs;

6) het koninklijk besluit van 30 november 1988 tot vaststelling van de personeelsformatie van de inspectiedienst voor het opvoedend hulppersoneel der Rijksinrichtingen voor secundair onderwijs, waarvan de onderwijstaal Frans of Duits is;

7) het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 september 1994 tot vaststelling van de organieke personeelsformatie van de dienst voor inspectie en pedagogisch beheer van het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap;

8) het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21 oktober 1998 tot vaststelling van de personeelsformatie van de inspectiedienst belast met het toezicht op de inrichtingen voor gespecialiseerd onderwijs van de Franse Gemeenschap;

9) het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 maart 2004 betreffende de oprichting van een inspectiedienst voor het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap en voor de kunstcursussen van het hoger kunstsonderwijs ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

Art. 4. De Minister-Présidente belast met het Leerplichtonderwijs wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2007.

Brussel, 21 september 2007.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister-Présidente, belast met het Leerplichtonderwijs,
Mevr. M. ARENA
De Minister van Ambtenarenzaken,
M. DAERDEN

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2007 — 4609

[C - 2007/29363]

26 SEPTEMBRE 2007. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française rendant obligatoire la décision de la commission paritaire centrale de l'enseignement libre subventionné confessionnel du 10 juillet 2007 relative à l'appel à candidatures pour l'admission au stage de directeur ou pour l'engagement à titre temporaire pour une durée de plus de 15 semaines dans une fonction de directeur

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs, plus spécialement l'article 79, § 2;

Vu la demande de la Commission paritaire centrale de l'enseignement libre subventionné confessionnel de rendre obligatoire sa décision du 10 juillet 2007;

Sur proposition de la Ministre-Présidente chargée de l'Enseignement obligatoire;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 26 septembre 2007,

Arrête :

Article 1^{er}. Est rendue obligatoire la décision de la commission paritaire centrale de l'enseignement libre subventionné confessionnel du 10 juillet 2007 relative à l'appel à candidatures pour l'admission au stage de directeur ou pour l'engagement à titre temporaire pour une durée de plus de 15 semaines dans une fonction de directeur ci-annexée.

Art. 2. La Ministre de l'Enseignement obligatoire est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 26 septembre 2007.

Par le Gouvernement de la Communauté française :
La Ministre-Présidente,
chargée de l'Enseignement obligatoire,
Mme M. ARENA